

# **Accord sur les prestations**

entre la

**Confédération suisse**

représentée par

le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Kochergasse 10, CH-3003 Bern

ci-après dénommée la Confédération

et la

**République et Canton du Jura**  
**(organisme responsable)**

représenté par

le Gouvernement, 2 rue de l'hôpital, 2800 Delémont  
ci-après dénommé le canton

concernant

**Le projet d'agglomération de Delémont**  
**partie transport et urbanisation**

**1<sup>ère</sup> génération**  
**2007**

ci-après dénommé le projet d'agglomération de Delémont

Les parties contractantes conviennent ce qui suit :

## **1 Préambule**

- 1.1** Conformément à la loi sur le fonds d'infrastructure (LFIInfr ; RS 725.13), la Confédération participe au financement de mesures qui améliorent les infrastructures de transport dans les villes et les agglomérations. Les mesures sont issues d'un projet d'agglomération qui vise une coordination de l'urbanisation et des transports en intégrant l'aspect environnement. Ce projet d'agglomération a été déposé auprès de la Confédération pour examen ; le résultat est contenu dans le rapport d'examen 2009 (annexe 2).
- 1.2** Le présent accord règle la participation de la Confédération à la mise en œuvre des mesures du projet d'agglomération de Delémont, partie transport et urbanisation. En vertu de l'arrêté fédéral du 21 septembre 2010 sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2011 qui a été édicté sur la base de l'examen de tous les projets d'agglomération, la subvention pour le projet d'agglomération de Delémont est fixée à raison d'un taux de contribution de 40% et d'un montant maximum de **5.93** millions de francs (prix d'octobre 2005, hors TVA et renchérissement). Le taux de contribution ne s'applique qu'aux mesures de la liste A de cette étape.
- 1.3** Le présent accord repose sur l'article 24 de l'ordonnance concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (OUMin ; RS 725.116.21).

## **2 Parties contractantes et obligations**

### **2.1 Parties contractantes**

- 2.1.1** Les compétences du DETEC pour la conclusion du présent accord repose sur l'article 24 alinéa 1 OUMin.
- 2.1.2** La compétence du Gouvernement du canton pour la conclusion du présent accord repose sur l'article 92, al. 2, let. a, en lien avec l'article 84, let. g, de la constitution jurassienne.

### **2.2 Obligations**

- 2.2.1** La Confédération s'engage à cofinancer les mesures conformément au chapitre 3.3 et 4 du présent accord. Les décisions des organes compétents en matière financière sont réservées.
- 2.2.2** Le canton s'engage dans le cadre de ses compétences à engager et réaliser les mesures conformément aux chapitres 3.1, 3.2, 3.3 et 3.5 du présent accord. L'approbation des plans et les décisions des organes compétents en matière financière sont réservées.

- 2.2.3 Le canton confirme que toutes les communes impliquées dans les mesures mentionnées dans les chapitres 3.1, 3.2, 3.3 et 3.5 se sont engagées dans le cadre de leurs compétences à engager et réaliser lesdites mesures (annexes 3.1, 3.2 et 3.3). L'approbation des plans et les décisions des organes compétents en matière financière sont réservées.
- 2.2.4 Le canton s'engage à veiller dans le cadre de ses compétences à ce que les différents organes du canton et des communes engagent et réalisent les mesures. Il met tout en œuvre pour éviter qu'une mauvaise réalisation ne mette en danger le présent accord.
- 2.2.5 Au sens du chapitre 2.2, les notions d'« engager et réaliser » doivent se comprendre comme suit : déclencher et faire avancer la planification d'une mesure, soumettre pour décision les objets nécessaires à la réalisation de cette mesure aux organes compétents (décisions en matière de planification et/ou financière) et, dans les cas où ces derniers auront pris les décisions, réaliser la mesure.

### 3 Mesures et paquets de mesures à mettre en œuvre

Ce chapitre énumère toutes les mesures qui ont été prises en considération lors de l'évaluation coût/utilité et qui ont été pertinentes pour la fixation du taux de contribution.

#### 3.1 Mesures non imputables au fonds d'infrastructure

Le canton, pour les mesures d'urbanisation et de transports (qui ne peuvent pas être financées par le fonds d'infrastructure) énumérées ci-dessous, est soumis aux obligations conformément au chapitre 2.2 du présent accord:

Nr. ARE- Code	No. PA	Mesure	Office fédéral compétent	Organe coordonnateur du projet d'agglomération (PA)	Horizon temporel
Urbanisation					
6711.201	URBA1.1	Espace central d'agglomération : implantation d'équipements et infrastructures supra-communales	ARE	SAT-JU	Jusqu'à 2014
6711.202	URBA1.2	Centres de localité : intégration d'une politique de l'habitat dans le cadre du réaménagement des traversées de localité	ARE	SAT-JU	2014
6711.203	URBA1.3	Développement démographique et offre en logement : extension urbaine en priorité dans les franges urbaines	ARE	SAT-JU	2011
6711.204	URBA1.4	Activités et emplois : extension urbaine en priorité dans les franges urbaines	ARE	SAT-JU	2010
6711.205	URBA1.5	Commerce et grands générateurs de trafic : localisation des grands centres commerciaux non alimentaires et des grands équipements de loisir peuvent	ARE	SAT-JU	2011

Nr. ARE-Code	No. PA	Mesure	Office fédéral compétent	Organe coordonnateur du projet d'agglomération (PA)	Horizon temporel
		s'implanter en périphérie s'ils sont bien desservis par les TP			
6711.206	URBA1.6	Paysage et patrimoine, milieux naturels : maintenir les coupures vertes, adoption d'un concept paysager, définition de mesures en relation avec la carte des dangers	ARE	SAT-JU	2011
6711.207	URBA2.7	Courrendlin, révision partielle de l'aménagement local	ARE	SAT-JU	2012
6711.208	URBA2.8	Courroux, révision de l'aménagement local	ARE	SAT-JU	2011
6711.209	URBA2.9	Soyhières, révision de l'aménagement local	ARE	SAT-JU	2012
6711.210	URBA2.10	Châtillon, révision partielle de l'aménagement local	ARE	SAT-JU	2012
6711.211	URBA2.11	Develier, révision de l'aménagement local	ARE	SAT-JU	2014
6711.212	URBA3.12	Courtételle, plan d'aménagement local	ARE	SAT-JU	réalisé
6711.213	URBA3.13	Rossemaison, plan d'aménagement local	ARE	SAT-JU	réalisé
6711.214	URBA3.14	Rebeuvelier, plan d'aménagement local	ARE	SAT-JU	2015
6711.215	URBA3.15	Vicques, plan d'aménagement local	ARE	SAT-JU	réalisé
6711.216	URBA4.16	Delémont, plan d'aménagement local	ARE	SAT-JU	2017
Transports					
6711.008	4c	Parkings en périphérie du centre (A, B, C)	ARE	SAT-JU	d'ici 2018
6711.050	44a	Aménagement de la voie Delé- mont-Courtételle	ARE	TEN-JU	2012
6711.051	44b	Aménagement de la voie Glove- lier-Bassecourt	ARE	TEN-JU	d'ici 2018

Tableau 3.1

### 3.2 Prestations entièrement assumées par l'agglomération, priorité A

Le canton, pour les mesures et paquets de mesures infrastructurelles (qui ne sont pas cofinancées par la Confédération) énumérés ci-dessous, est soumis aux obligations conformément au chapitre 2.2 du présent accord :

Nr. ARE-Code	No. PA	Mesure	Coût [en millions de francs] selon PA
		TP- route	

Nr.	Mesure	Coût	[en
ARE-Code	No. PA	millions de	francs] selon
		PA	
6711.057	53	Réaménagement et équipement des arrêts de bus	2.00
		TIM	
6711.030	36b	Route d'accès aux Prés Roses depuis route de Courtételle	1.00
		Mobilité douce	
6711.011	13	Porte d'entrée Sud-Est, route cantonale 6	1.00
6711.028	48	Itinéraire Courtételle – Châtillon par route communale	0.70
6711.029	36a	Vies-Ste-Catherine, itinéraire vélos et piétons	0.50
		Valorisation des traversées de localités, resp. la sécurité de l'espace routier	
6711.032	11	Soyhières (aménagement de la route de France)	2.70
6711.034	22	Vicques	0.80
6711.038	29b	Courtételle	0.20
6711.039	31	Develier	0.60

Tableau 3.2

### 3.3 Liste des mesures et paquets de mesures, priorité A (liste A)

En vertu des articles 7 LFinfr (RS 725.13), 17a-d LUMin (RS 725.116.2) et 24 OUMin (RS 725.116.21) ainsi que de l'arrêté fédéral du 21 septembre 2010 sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2011, la Confédération garantit le cofinancement des mesures et paquets de mesures énumérés ci-dessous. Le canton, pour les mesures et paquets de mesures infrastructurelles suivantes, est soumis aux obligations conformément au chapitre 2.2 du présent accord :

Nr.	Mesure	Coût investis- sement (millions CHF); prix d'octobre 2005, hors TVA et ren- chéris- sement	Contribution de la Confédé- ration [en millions de francs]; prix d'octobre 2005, hors TVA et ren- chérissement; montants maxima	Office fédéral compé- tent	Organe coordonna- teur du projet d'agglomération (PA)  (organe cantonal)
ARE-Code	No. PA				
		TP- route			
6711.062		Aménagements pour réseau de bus	0.69	0.27	OFROU SAT-JU
		TIM			
6711.012	55	Gestion de la circulation sur giratoires (accélération des bus à l'entrée Sud-Est de Delémont)	0.94	0.38	OFROU PCH-JU
		Mobilité douce			
6711.010	12	Itinéraire cyclable sur route cantonale xx, porte d'entrée	2.14	0.86	OFROU PCH-JU

Nr.		Mesure	Coût investis- sement (millions CHF); prix d'octobre 2005, hors TVA et ren- chérisse- ment	Contribution de la Confédé- ration [en millions de francs]; prix d'octobre 2005, hors TVA et ren- chérissement ; montants maxima	Office fédéral compé- tent	Organe coordonna- teur du projet d'agglo- mération (PA)  (organe cantonal)
ARE-Code	No. PA					
Est						
6711.059		Concept mobilité douce_A- Liste	1.20	0.48	OFROU	PCH-JU
Valorisation des traversées de localités, resp. la sécurité de l'espace routier						
6711.006	4a1	Centre gare, zone 20	3.00	1.20	OFROU	SAT-JU
6711.033	20	Courroux (traversée du village)	2.57	1.03	OFROU	PCH-JU
Plateformes multimodales						
6711.001	1a	Pôle d'échange (gare routiè- re)	4.29	1.71	OFROU	SAT-JU
<b>Total</b>			<b>14.83</b>	<b>5.93</b>		

Tableau 3.3

### 3.4 Liste des mesures et paquets de mesures, priorité B (liste B)

La liste ci-dessous oriente les futurs travaux. Lors de la révision et l'examen de la 2<sup>ème</sup> génération des projets d'agglomération, le canton et/ou la Confédération devront soigneusement justifier pourquoi il/s modifie/nt ou renonce/nt à une mesure de la liste B. La liste ne confère aucune assurance financière de la part de la Confédération et ne crée aucune obligation pour le canton.

Nr.		Mesure	Coût investis- sement (mil- lions CHF); prix d'octobre 2005, hors TVA et renché- rissement	Remarques
ARE-Code	No. PA			
Rail				
6711.046	41	Halte Communance	3.04	
Mobilité douce				
6711.060		Concept mobilité douce_liste B	1.89	
Valorisation des traversées de localités, resp. la sécurité de l'espace routier				
6711.061	4a2	Centre gare, zone 20	3.00	
6711.035	26a	Courrendlin	5.57	

Tableau 3.4



### **3.5 Mesures dans le domaine du rail sans participation du fonds d'infrastructure (financement encore ouvert)**

Des mesures dans le domaine du rail, dont une participation financière de la Confédération par le biais du fonds d'infrastructure n'entre pas en considération, sont énumérées dans le rapport d'examen et dans les annexes 17 et 18 du message sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2011 ; elles sont examinées pour pouvoir éventuellement bénéficier de contributions d'un autre fonds. Il sera tenu compte de ces mesures lors de l'évaluation de l'effet du projet d'agglomération, même s'il n'y a pas de cofinancement par le biais du fond d'infrastructure.

## **4 Financement des mesures et des paquets de mesures de la liste A**

### **4.1 Contribution**

- 4.1.1 La Confédération et le canton ainsi que, le cas échéant, d'autres partenaires (collectivité régionale et communes) assurent conjointement le financement des mesures et paquets de mesures conformément à la liste des mesures, priorité A (ch. 3.3).
- 4.1.2 La participation financière en faveur du projet d'agglomération de Delémont fixée à 5.93 millions de francs (prix octobre 2005, hors TVA et renchérissement) (ch. 1.2) est un montant maximum de la subvention qui ne peut pas être dépassé (art. 2 al. 1 et 2 de l'arrêté fédéral du 21 septembre 2010 sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2011).
- 4.1.3 Le taux de contribution (ch. 1.2) fixé pour une agglomération s'applique à chacune des mesures et à chacun des paquets de mesures cofinancés prévus dans le projet d'agglomération (ch. 3.3 et art. 2 al. 2 de l'arrêté fédéral du 21 septembre 2010 sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2011).
- 4.1.4 La Confédération cofinance chacune des mesures et chaque paquet de mesures au plus jusqu'au montant maximum (+TVA et renchérissement) inscrit dans la liste A (ch. 3.3). Le solde du financement des mesures et des paquets de mesure est à la charge du canton et, le cas échéant, d'autres partenaires (collectivité régionale et communes).
- 4.1.5 Si les coûts pour la mise en œuvre d'une mesure ou d'un paquet de mesures diminuent, la Confédération ne prend à sa charge que les coûts correspondants à sa part en pourcentage.

### **4.2 Convention de financement**

- 4.2.1 Lorsqu'une mesure de la liste A est prête à être réalisée et financée, et est conforme au projet d'agglomération de Delémont ainsi qu'aux conditions imposées par la Confédération dans le cadre de l'examen du projet d'agglomération, l'office fédéral compétent (ch. 3.3) conclut une convention de financement avec le canton sur la base du présent accord en y joignant, pour les mesures d'infrastructure ferroviaire (ch. 4.2.3), l'entreprise de transport (art. 17b al. 1 et 3 LUMin). Pour les mesures qui

comportent un ensemble de mesures individuelles (ex. les paquets de mesures de la liste A relatifs à la mise en œuvre du concept de mobilité douce de l'annexe 1), l'office fédéral compétent peut également ne conclure qu'une seule convention de financement, ceci dès que l'une de ses mesures est prête à être réalisée et financée.

- 4.2.2 Les mesures ou paquets de mesures du chapitre 3.3 peuvent être répartis par l'office fédéral compétent sur plusieurs conventions de financement lorsqu'elles/ils tombent dans la compétence de différentes communes, de différents cantons et/ou comprennent différentes catégories de mesures (ex. TIM valorisation de traversées de localité ou tramway). Lorsqu'une mesure ou un paquet de mesures fait l'objet de plusieurs conventions de financement, la première convention peut être conclue, s'il existe une règle liante qui fixe, pour chaque partie de mesure ou chaque mesure du paquet, la part de la contribution fédérale correspondante.
- 4.2.3 Après la signature de la convention de financement, les modifications importantes nécessitent un accord écrit entre l'Office fédéral du développement territorial (ARE), l'office fédéral compétent pour la convention de financement (ch. 3.3) et le canton. Sont réputées importantes les modifications de mesures, engendrant des coûts supplémentaires ou susceptibles de causer une dégradation de l'efficacité en vertu des critères d'évaluation fixés par la Confédération, qui pourraient mettre en danger le concept global du projet d'agglomération de Delémont. La Confédération ne peut prendre à sa charge aucun coût supplémentaire (ch. 4.1.4).
- 4.2.4 Les contributions aux infrastructures ferroviaires destinées au trafic d'agglomération sont versées aux entreprises de transport (entreprises ferroviaires) par l'intermédiaire des instruments de financement prévu dans la législation sur les chemins de fer.

### **4.3 Début des travaux et droit aux contributions fédérales**

- 4.3.1 La mise en chantier d'une mesure ou d'un paquet de mesures ne peut avoir lieu, sous réserve du chapitre 4.3.2, qu'après la signature de l'accord sur les prestations et de la convention de financement correspondante.
- 4.3.2 La mise en chantier d'une mesure ou d'un paquet de mesures ne peut avoir lieu avant la signature de la convention de financement qu'avec l'autorisation de l'office fédéral compétent pour cette signature. Cette autorisation peut être accordée si l'accord sur les prestations a déjà été signé et qu'il n'est pas possible d'attendre la signature de la convention de financement sans de graves inconvénients. Cette autorisation ne donne aucun droit à l'aide financière. Aucune contribution fédérale n'est accordée pour les travaux qui ont été mis en chantier sans autorisation (art. 26 LSu, RS 616.1).
- 4.3.3 Aucun délai n'a été fixé pour la mise en chantier des mesures et paquets de mesures de la liste A (ch. 3.3), sous réserve du chapitre 4.3.1. Toutefois, l'échelonnement de chacune des mesures ou paquets de mesures doit respecter l'esprit originel du projet d'agglomération. S'il s'avère lors de l'élaboration du rapport quadriennal sur la mise en œuvre du projet d'agglomération (ch. 5) que la réalisation de certaines mesures ne pourra pas être mise en œuvre pendant la durée du fonds d'infrastructure, le droit aux aides financières correspondantes s'éteint.

### **4.4 Modalités de paiement**



- 4.4.1 Sur demande du canton et dans le cadre des contributions fédérales convenues en vertu du chapitre 3.3 et sous réserve des chapitres 4.4.2 et 4.4.3, la Confédération verse une fois par an les fonds nécessaires.
- 4.4.2 Le paiement des contributions fédérales s'effectue sous réserve de l'approbation par le Parlement des crédits budgétaires concernés (souveraineté de l'Assemblée fédérale en matière budgétaire, art. 10 LFinfr) et de modifications du droit fédéral.
- 4.4.3 Le versement de contributions fédérales ne s'effectue qu'en faveur de prestations effectuées. La demande de versement et l'attestation des coûts doivent être adressées à l'office fédéral compétent en vertu du chapitre 3.3.
- 4.4.4 En cas de liquidités insuffisantes du fonds d'infrastructure, les mesures et paquets de mesures de la liste A (ch. 3.3) peuvent être préfinancées par le canton et, le cas échéant, par d'autres partenaires (collectivité régionale et communes). Le versement d'intérêts par la Confédération pour les sommes ainsi avancées est exclu. Les conditions seront fixées par le Conseil fédéral.

## **5 Contrôle de la mise en œuvre, contrôle de l'effet et controlling (contrôle des délais, des coûts et financier)**

### **5.1 Contrôle de la mise en œuvre**

Le canton garantit que tous les quatre ans soit exposé dans un rapport de mise en œuvre à l'attention de l'Office du développement territorial (ARE) l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures convenues dans l'accord sur les prestations sur la base des directives du DETEC (Directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération de 2ème génération). La Confédération examinera en particulier, comment les mesures ont été échelonnées, quelles sont les mesures indépendantes d'un financement de la Confédération qui ont été mises en œuvre et, dans le cas de préfinancement, les priorités qui ont été données.

### **5.2 Contrôle de l'effet**

- 5.2.1 Le contrôle des effets du projet d'agglomération compare, à l'aide d'indicateurs, le développement visé avec le développement effectif.
- 5.2.2 L'ARE fixera les indicateurs pour le contrôle de l'effet ; il consultera les collectivités et les offices fédéraux partenaires. Le monitoring sera établi et publié tous les 4 à 5 ans par l'ARE.

### **5.3 Controlling (contrôle des délais, des coûts et financier)**

- 5.3.1 Dans les domaines des routes et de la mobilité douce, le controlling est réglé dans les directives de l'OFROU relatives aux volets Circulation routière et Mobilité douce.
- 5.3.2 Dans le domaine du transport ferroviaire, le controlling est réglé dans la directive de l'OFT sur le controlling par le pilotage et la surveillance de projets et l'établissement de rapports.

## **5.4 Contrôles par sondage**

L'office compétent de la Confédération peut effectuer des contrôles par sondage, après préavis, à tout moment. Le canton l'autorise à consulter tous les documents importants.

# **6 Exécution de l'accord sur les prestations**

## **6.1 Exécution de l'accord**

L'accord est exécuté lorsque les mesures ont été mises en oeuvre conformément aux chapitres 3.1, 3.2 et 3.3, la Confédération a versé les contributions en vertu des chapitres 3.3 et 4 (y compris, le cas échéant, le remboursement des préfinancements) et les conventions de financement qui en découlent ont été exécutées.

## **6.2 Mise en oeuvre du projet**

Au cas où les mesures ou paquets de mesures du projet d'agglomération ne sont que partiellement mises en oeuvre, il peut en être tenu compte dans l'examen des prochaines générations du projet d'agglomération lors de la détermination du taux de contribution.

## **6.3 Effets du projet**

Les résultats du contrôle des effets (ch. 5.2) font partie intégrante de l'examen des prochaines générations du projet d'agglomération.

## **6.4 Réduction/Remboursement des indemnités pour les mesures et les paquets de mesures**

Les articles de la loi sur les subventions sont applicables (art. 28ss LSu).

## **6.5 Fonds non réclamés**

Les ressources qui ont été prévues pour des mesures ou des paquets de mesures du chapitre 3.3 non réalisés (ch. 4.3.3) ou qui n'ont pas pu être réclamées en vertu d'une réduction/remboursement de la contribution fédérale, restent acquises au fonds d'infrastructure. Elles seront mises à disposition de l'ensemble des agglomérations pour les mesures des prochaines étapes du programme en faveur du trafic d'agglomération. Ainsi, les contributions fédérales ne peuvent pas être utilisées par le canton (et la collectivité régionale) pour la réalisation d'autres mesures ou paquets de mesures que ceux pour lesquels les contributions fédérales ont été initialement prévues dans l'étape correspondante.

# **7 Adaptation de l'accord sur les prestations**

## **7.1 Adaptation ordinaire de l'accord sur les prestations**

- 7.1.1 Le canton révisé le projet d'agglomération tous les quatre ans conformément aux directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération de 2ème génération. S'appuyant sur l'examen de la Confédération du projet d'agglomération révisé, le Parlement libère les moyens de la prochaine étape de financement.

L'accord sur les prestations est mis à jour sur la base du nouvel arrêté fédéral et du nouveau rapport d'examen de la Confédération.

- 7.1.2 Les organes compétents pour le projet d'agglomération qui ne déposent pas de projet d'agglomération révisé renoncent à la contribution fédérale de la prochaine étape. Les droits au financement des mesures conformément au chapitre 3.3 restent réservés.

## **7.2 Adaptation ordinaire de l'accord sur les prestations**

- 7.2.1 Le canton révisé le projet d'agglomération tous les quatre ans conformément aux directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération de 2ème génération. S'appuyant sur l'examen de la Confédération du projet d'agglomération révisé, le Parlement libère les moyens de la prochaine étape de financement. L'accord sur les prestations est mis à jour sur la base du nouvel arrêté fédéral et du nouveau rapport d'examen de la Confédération.
- 7.2.2 Les organes compétents pour le projet d'agglomération qui ne déposent pas de projet d'agglomération révisé renoncent à la contribution fédérale de la prochaine étape. Les droits au financement des mesures conformément au chapitre 3.3 restent réservés.

## **7.3 Adaptation extraordinaire de l'accord sur les prestations**

- 7.3.1 Les parties contractantes s'engagent à s'informer mutuellement d'éventuelles modifications des conditions générales qui ont des effets qui ne peuvent pas être traités par le biais de l'adaptation ordinaire.
- 7.3.2 Si pendant la durée de l'accord les conditions générales changent dans une mesure facilitant ou compliquant excessivement l'exécution de l'accord, les parties, conjointement, redéfiniront l'objet de la convention ou résilieront prématurément l'accord sur les prestations. La *clausula rebus sic stantibus* demeure réservée.
- 7.3.3 La partie souhaitant une adaptation extraordinaire de l'accord devra en faire la demande par écrit, accompagnée d'une justification.

# **8 Clause de sauvegarde**

Si une disposition du présent accord sur les prestations reste entièrement ou partiellement sans effet, la validité juridique de l'accord sur les prestations dans son ensemble n'en est pas affectée, dans le sens que l'objectif visé par le biais de cette disposition doit être atteint dans la mesure du possible.

# **9 Dispositions applicables et voies de droit**

- 9.1 Sont notamment applicables les articles de la loi sur le fonds d'infrastructure (LFIInfr; RS 725.13), la loi fédérale et l'ordonnance concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire (LUMin ; RS 725.116.2/ OUMin ; RS 725.116.21) et subsidiairement la loi sur les subventions (LSu; RS 616.1).

- 9.2** Les voies de droit sont régies par les dispositions générales relatives à la procédure administrative fédérale (art. 35, al. 1, LSu).

## **10 Entrée en vigueur de l'accord sur les prestations**

- 10.1** La convention entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.
- 10.2** L'accord est valable aussi longtemps que les conventions de financement qui en découlent sont valables, que le monitoring n'est pas terminé et que les éventuels préfinancements ne sont pas remboursés.

## **11 Ordre de priorité**

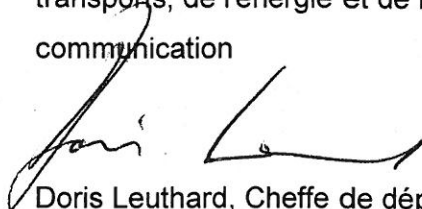
Les documents suivants font partie intégrante du présent accord et, en cas de contradiction, valent dans l'ordre de priorité suivant :

1. Enoncé du présent accord
2. Liste des mesures et paquets de mesures pour la mise en oeuvre du concept mobilité douce ; annexe 1
3. Rapport d'examen de la Confédération 2009 ; annexe 2
4. Projet d'agglomération de Delémont, partie transports et urbanisation, 2007
5. Directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération (décembre 2007)
6. Directives pour l'examen et le cofinancement des projets d'agglomération de 2<sup>ème</sup> génération
7. Directives de l'OFROU relatives aux volets Circulation routière et Mobilité douce, version 1.2 du 31 mai 2010
8. Directive de l'OFT sur le controlling par le pilotage et la surveillance de projets et l'établissement de rapports du 11 août 2008.

Le présent accord est établi en 3 exemplaires, soit un exemplaire à l'intention de chaque partie.

Berne, le 14 juillet 2011

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication



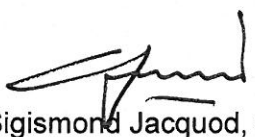
Doris Leuthard, Cheffe de département

Delémont, le 31 mai 2011

Au nom du Gouvernement de la République et Canton du Jura



Philippe Receveur, Président



Sigismond Jacquod, Chancelier



Destinataires: le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, la République et canton du Jura et le Syndicat de l'agglomération.

Annexes :

- Annexe 1 : Liste des mesures et paquets de mesures pour la mise en oeuvre du concept mobilité douce
- Annexe 2 : Rapport d'examen de la Confédération 2009
- Annexe 3.1 : Charte d'agglomération , décembre 2007, chapitre 4
- Annexe 3.2 : Confirmation des communes concernant l'« engagement et la réalisation » des mesures



**Annexe 1** (Liste des mesures et paquets de mesures pour mettre en œuvre le concept mobilité douce)**Priorité A**

Nr.		Mesure/paquet de mesures	Coût investissement (millions CHF); prix d'octobre 2005, hors TVA et renchérissement	Contribution de la Confédération [en millions de francs]; prix d'octobre 2005, hors TVA et renchérissement; montants maxima
ARE-Code	No. PA			
6711.002	1b	Gare de Delémont, parking vélo et vélostation	0.26	0.10
6711.021	10	Itinéraire Delémont - Soyhières sur rive droite de la Birse	0.26	0.10
6711.022	21	Itinéraire Courroux - Vicques par Bellevie	0.26	0.10
6711.025	27	Itinéraire Courrendlin – Châtillon par route communale	0.43	0.17
		Total	1.21*	0.47*
<b>6711.059</b>		<b>Concept mobilité douce_liste A</b>	<b>1.20</b>	<b>0.48</b>

Tableau A1.1 (\*Une différence peut exister entre le total des coûts et le concept mobilité douce liste A. Cette différence s'explique par les arrondis effectués)

**Priorité B**

Nr.		Mesure/paquet de mesures
ARE-Code	Nr. AP	
6711.017	16a	Passerelle cyclable Nord sur la Birse
6711.018	16b	Passerelle cyclable Sud sur la Birse
6711.019	19	Liaison cyclable vers la rue de Bellevie
6711.027	39	Delémont, rue de la Communance
<b>6711.060</b>		<b>Concept mobilité douce_liste B</b>

Tableau A1.2

# Accord sur les prestations

entre la

**Confédération suisse**

et la

**République et Canton du Jura**  
(organisme responsable)

concernant

## **Le projet d'agglomération de Delémont**

Partie transport et urbanisation  
1<sup>ère</sup> génération 2007

Les communes membres du

**Syndicat de l'agglomération de Delémont**  
(en formation)

ont pris connaissance du présent accord sur les prestations et en acceptent son contenu.

Delémont, le 4 juillet 2011

Au nom de l'Agglomération de Delémont

Le Président :



Pierre Kohler, maire de Delémont

Les vices-présidents :

Gérard Métille, maire de Courrendlin



Pierre Morel, maire de Soyhières

